

INSTITUTION

Orientations budgétaires 2026 : la gestion sérieuse porte ses fruits

Le Conseil départemental s'est réuni en début de semaine pour une séance plénière consacrée au débat des orientations budgétaires. Grâce à des mesures de gestion sérieuse, le Département peut envisager un budget 2026 en légère augmentation qui va permettre de poursuivre des projets d'amélioration du quotidien des Périgourdins.

Publié le 26 février 2026

La séance plénière consacrée au débat des orientations budgétaires qui s'est tenue lundi 23 février a permis de mettre en exergue le fait que les mesures de gestion sérieuse, notamment en matière de personnel, portent leurs fruits. En dépit de l'effet ciseau subi (augmentation des dépenses obligatoires et baisse des recettes), le Département parvient à stabiliser sa dette et à maintenir ses engagements en faveur des Périgourdins et de l'économie du territoire.

Le budget 2026 devrait s'établir à 711 millions d'euros, en augmentation de 2% par rapport à l'an dernier, avec près de 74 millions d'euros d'investissements dont 17 millions consacrés aux routes et aux ponts.

Collectivité de la redistribution par excellence, notamment en matière d'aide sociale, le Département continue à agir pour le quotidien des Périgourdins en renforçant l'aide attribuée aux sapeurs-pompiers de la Dordogne – SDIS24 (21,7 millions) avec qui il vient de signer une nouvelle convention de partenariat pour les trois prochaines années.

Cette session (disponible en replay) a également permis de présenter plusieurs rapports d'information sur l'évolution du statut de l'élu local, sur l'importance de l'activité d'archéologie préventive, sur l'égalité entre les femmes et les hommes, ou encore sur la situation en matière de développement durable.

Deux motions ont également été votées à l'unanimité. La première pour demander l'égalité de traitement entre les territoires ruraux et urbains pour la mise en oeuvre des aménagements structurants tels que le projet de contournement du bourg de Bourdeilles et la seconde pour la défense d'une liaison ferroviaire Bordeaux-Lyon passant par le centre de la France, favorisant le désenclavement de la Dordogne et non par Paris comme envisagé par la SNCF.